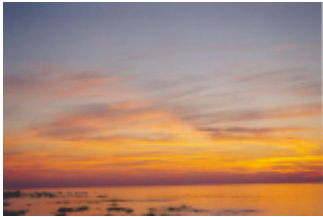


1^{er} juin 2005

Une critique du document « Situation politique et perspective pour l'UFP » **À trop miser sur la crise de l'adversaire, elle nous passera sous le nez**



Le rapport politique (RP) de l'UFP pour le Conseil de l'Union de juin 2005 nous invite à miser sur des crises politiques majeures tant au niveau fédéral que québécois, crises qui automatiquement bénéficieraient au futur parti unifié OC-UFP sans qu'il soit obligé de proposer sa propre stratégie de prise du pouvoir. Paradoxalement, pour soutenir cette analyse, le RP minimise l'importance de la question nationale québécoise à Ottawa tout en la surestimant à Québec. Cet attentisme l'amène à réduire la campagne politique, enfin amorcée, au mot d'ordre d'États généraux, un contenant pertinent mais sans contenu.

Quelque soit ses contradictions, le NPD peut compter sur le vide à gauche

Au niveau fédéral, le RP souligne d'abord « *l'impossibilité du Parti libéral du Canada (PLC) comme du Parti conservateur (PCC) de construire un parti politique unitaire à l'échelle pan-canadienne.* », la question nationale québécoise n'étant qu'un facteur aggravant. Pourtant le RP souligne que la crise du gouvernement Martin est due à « *[s]es initiatives centralisatrices* » et au « *scandale des commandites* », tous deux découlant de sa politique par rapport à la question nationale québécoise. Celle-ci est donc centrale dans la crise fédérale. Cette sous-estimation amène le RP à comprendre l'alliance du NPD avec le PLC comme d'abord étant une question budgétaire, la réaffirmation « anti-séparatiste » du NPD en étant une conséquence. Il en conclut que « *[l]e NPD prépare donc son propre affaiblissement aussi bien au Québec que dans le reste du Canada.* »

C'est oublier que l'alliance PLC-NPD est d'abord une alliance fédéraliste qui répond à l'alliance tactique régionaliste-souverainiste PCC-BQ dans la pure tradition du *beau risque* Lévesque-Mulroney des années 80. Les concessions budgétaires faites au NPD pour y arriver ne sont qu'un plat de lentilles, soit l'équivalent d'environ 250 millions de dollars par année pour le Québec. Si cette alliance est certainement dommageable au NPD au Québec — mais il n'a rien à y perdre — elle peut être rentable au Canada anglais, particulièrement dans l'Ouest qui donne au NPD la majorité des ses députés d'autant plus que le PCC y sera perçu comme conciliant envers le Québec en plus d'être incapable de faire une percée en Ontario. Quant au néolibéralisme du NPD qui acquiesce au déficit zéro du PLC et même au remboursement de la dette tellement son faibles ses exigences budgétaires, il n'y a là rien de nouveau.

La surestimation de l'affaiblissement éventuel du NPD amène le RP à l'attentisme par rapport à la possibilité de l'émergence d'une gauche canadienne d'autant plus qu'il estime sans l'argumenter que les forces de gauche ne sont pas prêtes, de part et d'autre de l'Outaouais, à collaborer. Une évaluation plus réaliste de l'avenir du NPD inviterait à regarder de plus près la

possibilité de commencer dès maintenant à construire une gauche pan-canadienne capable de faire reculer le NPD qui, autrement, remplira le vide à gauche quelques soient ses contradictions et ses passages à vide. Or, il y a de petites organisations politiques canadiennes capables dès maintenant de présenter quelques candidatures. Par exemple, NSG a contribué à une candidature sous la bannière « *Left Turn* » lors des dernières élections en Colombie britannique. Ces petites organisations — IS et NSG — ont même une branches et un allié au Québec qui sont des entités politiques de l'UFP.

Il serait tout à fait possible de présenter dès l'automne prochain quelques candidatures sur la base d'un programme d'urgence sociale et au moins d'un rejet de la loi *sur la clarté* s'il n'est pas possible d'obtenir l'appui ouvert à l'indépendance. Au Québec, cette ou ces candidatures pourraient avancer la perspective de l'Assemblée constituante. Quant au vote tactique *en se pinçant le nez* il ne saurait plus en être question. Comment un parti antinéo-libéral et indépendantiste pourrait-il cautionner même par défaut un vote pour des partis néolibéraux dont l'un compte sur le *Quebec bashing* et l'autre sur l'alliance avec un parti chauvin, sexiste et xénophobe pour arriver à leurs fins électoralistes ?

D'une contradiction à l'autre pour voir la conjoncture à l'envers

Le RP attribue les déboires du gouvernement Charest principalement à des facteurs liés à la question nationale :

« son fédéralisme inconditionnel ; son refus de défendre la réalité nationale du Québec et son incapacité à s'opposer aux volontés d'empiétements du gouvernement fédéral dans les compétences du Québec ; le discrédit des hommes et des femmes politiques fédéralistes et la montée des sentiments souverainistes qui en découlent. »

De cette analyse il conclue qu'« *[a]lors qu'une polarisation gauche/droite au niveau social avait commencé à s'esquisser avant l'élection du PLQ, nous assistons au retour de la polarisation nationaliste/fédéraliste comme facteur structurant de l'ensemble de la scène politique. »*

Pourtant, en évoquant l'élection partielle dans Outremont, le RP affirme que « *[l]e PLQ risque d'être jugé pour ses politiques néolibérales et antipopulaires. »* Parlant de la grève étudiante, il dit qu'« *[à] travers cette grève c'est l'ensemble de la gestion capitaliste néolibérale qui a été remise en question »* ce qui, en passant, est vrai pour seulement une partie des militants et militantes.

Si le rapport politique se contredit de la sorte c'est qu'il laisse tomber l'analyse de classe en ne faisant pas la distinction qui s'impose entre base et sommet. Ce qu'on voit c'est que plus la base se révolte contre les politiques antinéo-libérales, plus les sommets, y inclus les sommets syndicaux, accentuent leur nationalisme, canadien ou québécois. Pour nier la révolte antinéo-libérale de la base, le RP va jusqu'à affirmer que « *[l]a manifestation de mai 2004 a représenté le sommet et le chant du cygne de la mobilisation unitaire »* même si « *[l]a grève étudiante de 2005 a été non seulement la plus longue, mais aussi la plus massive dans l'histoire du Québec. »* Il invoque aussi ces « *10 000 personnes qui défendaient des revendications de la Charte [mondiale des femmes] qui exprimaient clairement une dynamique de remise en question de la logique capitaliste. »* C'est là essayer de se sortir d'une contradiction par une autre.

On objectera que ces deux dernières mobilisations sont purement sectorielles et non pas unitaires. C'est oublier bien vite que la base syndicale dans l'enseignement, sinon davantage, était prête à bien plus qu'une journée de grève au moment de l'apogée de la grève étudiante, ce

que d'ailleurs reconnaît le RP en parlant de « *manque de volonté évident d'opérer, au-delà d'un soutien déclaré même passif, une véritable jonction avec le mouvement étudiant.* » La base de la CSQ a d'ailleurs manifesté son insatisfaction à sa direction lors des assemblées tenues au moment de la grève de 24 heures. Si, par la suite, la majorité a refusé la stratégie de la direction proposant cinq jours de grève avant la fin de l'année scolaire c'est surtout qu'on réalise qu'il ne sert à rien de gaspiller ses munitions dans des grèves limitées. D'ailleurs, la manifestation du 1^{er} mai 2004 a été moins un sommet qu'une manœuvre des directions syndicales pour faire sortir la vapeur afin de faire accepter par sa base qu'elle ne donnerait pas suite au mandat de grève de 24 heures.

Ceci dit, il est vrai que les bases syndicales et populaires, ne disposant pas de directions alternatives, ne peuvent que s'en remettre à leurs directions concertationnistes à quelques exceptions près comme l'ASSÉ. Raison de plus que la gauche politique pousse dans le sens de cette direction alternative. L'UFP, après avoir été suiviste par rapport aux directions syndicales jusqu'après la grève étudiante, malgré le mandat express de Conseil de l'Union de septembre 2004 d'organiser une campagne sur la grève générale, a enfin entamé une campagne pour les services publics et les droits sociaux pour laquelle il appelle à des États généraux des mouvements sociaux. Fort bien.

Cependant, l'acharnement néolibéral des gouvernements canadien et québécois tout comme le développement des luttes sociales, en particulier l'échéance de l'automne, posent de toute urgence un appel à une grève générale illimitée. Le RP préfère tourner autour du pot en mentionnant « *qu'un front commun syndical doit être restauré dans le secteur public ; que le mouvement syndical doit chercher à élargir l'unité aux autres mouvements sociaux au-delà de ce qui a pu être fait jusqu'ici.* » et en reconnaissant que « *Charest aura comme tâche de mener, avant son remplacement, une répression contre la lutte des travailleuses et des travailleurs du secteur public durant l'automne prochain.* » Il faut être clair. Si l'analyse du RP conclue à la nécessité d'une grève générale, il faut que notre campagne en fasse un mot d'ordre central.

Lutte antinéo-libérale et lutte indépendantiste, prioritaires chacune à leur façon

On comprend mieux cette hésitation quand le RP nous dit que comme il s'attend à « *une exacerbation de la crise politique de l'État canadien et devant une crise majeure du PQ [...] [l]a possibilité (et la nécessité) de la construction d'un parti indépendantiste de gauche s'ouvrirait alors comme jamais.* » On retrouve là le même attentisme que par rapport à un « *affaiblissement* » du NPD. On peut en effet penser que crise il y aura sauf que le PQ s'en tirera encore une fois parce que « *[d]es composantes importantes du mouvement syndical semblent déjà avoir comme axe politique de chercher à remettre le PQ au pouvoir afin de restaurer les possibilités de concertation sociale...* ». C'est là le fond des choses même si la souveraineté sert au PQ et autres composantes du bloc nationaliste de « *perspective illusoire* ». Contrairement à ce qu'affirme le RP, la polarisation gauche/droite reste dominante chez le peuple travailleur québécois même si la « *polarisation nationaliste/fédéraliste* » (*sic*, le fédéralisme est aussi un nationalisme autrement plus fort et plus impérialiste) sert d'écran de fumée à l'ensemble des directions politiques et syndicales.

Si le rapport politique s'était le moins intéressé à la situation internationale, particulièrement à celle de l'Amérique latine où les contradictions de classe sont les plus développées, il aurait vu cette contradiction entre la dynamique populaire anticapitaliste et celle sociale-libérale chez la grande majorité des sommets de la gauche politique et sociale, les cas vénézuélien et cubain étant les exceptions (partielles) à la règle. Cette contradiction existe

aussi au Canada et au Québec même si c'est en plus pâle. Ce paradoxe s'explique. Pendant que les peuples subissent de plein fouet l'offensive néolibérale, d'où leur radicalisation spontanée mais par à coup, leurs élites dirigeantes se crispent sur leurs petits privilèges menacés tout en étant désemparées par l'échec du contertonisme qui leur apparaît comme le seul moyen de renforcer le capitalisme national dans le grand jeu de la compétition mondiale.

Est-ce à dire que la question nationale québécoise doit être abandonnée au bloc nationaliste quitte à lui opposer la question sociale parce que celle-ci serait la première préoccupation populaire ? Ce serait là ignorer cette dimension essentielle qu'est l'oppression nationale qui étouffe l'initiative sociale du peuple québécois, ignorer qu'elle demeure le principal terrain de la lutte électorale puisque l'ensemble des partis représentés à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale sont néolibéraux, ignorer que le bloc nationaliste se sert de cette question pour faire diversion en amenant le peuple travailleur dans un cul-de-sac avec sa stratégie référendaire.

Il s'agit donc de prendre l'initiative aussi sur ce terrain en proposant une stratégie alternative, celle de l'Assemblée constituante, qui permet à la fois de sortir du cul-de-sac et de lier question sociale et question nationale. Cette campagne peut être menée à l'occasion des élections fédérales (et peut-être au Conseil de la souveraineté si on estime que les dés ne sont pas pipés d'avance), en autant qu'un contenu social de gauche y soit associé pour faire le lien avec la lutte antinéolibérale qui reste, rappelons-le, la première préoccupation populaire. Il s'agit donc de mener deux campagnes parallèles mais liés par des propositions sociales qu'il nous faut dégager — celle d'« *un réinvestissement massif immédiat de 10 milliards \$ afin de diminuer le déficit social dans le réseau public de la santé et des services sociaux* » proposée par le RP étant peut-être centrale — puis d'espérer que le développement quantitatif et qualitatif de la riposte permette éventuellement de les fusionner.

Prendre l'initiative politique par des campagnes crée non seulement un cadre approprié pour le recrutement et le financement mais est surtout une source d'espoir en de possibles retournements où le parti jouerait un rôle. Autrement, on tombe dans le désespérant électoralisme car quand aurons-nous le/la députéE-miracle à travers cet course à obstacle de système uninominal à un tour (ou de pseudo réforme constitutionnelle), de monopoles médiatiques et d'argent corrupteur ? La tentation centriste, pour se rendre sympathique à l'ennemi de classe, deviendrait irrésistible. On a pas besoin d'un NPD à la québécoise qui trahit le peuple travailleur à chaque fois qu'il prend le pouvoir.

Marc Bonhomme. 1^{er} juin 2005